

# l'Uqam

## Le rapport des Sages

# La C.E. amorce le débat

Si le rapport des Sages sur l'organisation de l'enseignement et de la recherche a fait l'objet d'une large distribution à l'intérieur et à l'extérieur de l'Université, ce n'est que mardi, le 5 juillet, qu'il a été officiellement déposé à la commission des études.

Réunie en assemblée spéciale, la commission des études a entamé le débat sur le rapport, débat qui va se poursuivre dans les prochains mois.

Au point de départ, la C.E. a voulu connaître les réactions du Comité des Sages suite à la conférence de presse et au lancement de leur rapport dans l'ensemble de la collectivité universitaire. Elle a voulu aussi recueillir les commentaires des membres de la C.E. quant aux grandes orientations du document. Ces réactions sont en général positives et peuvent se résumer ainsi: «Un cadre de réflexion bien articulé à partir duquel on peut agir».

Deux documents «de questionnement» ont été déposés, l'un émanant du service d'éducation permanente, l'autre du vice-rectorat à l'enseignement et à la recherche.

Pour répondre au vœu des Sages souhaitant une large consultation «à la base», la commission des études (qui a repris à son compte ce souhait) a résolu:

- d'adresser à tous les corps constitués - modules, départements, comité de coordination, etc. - et autres organismes et associations de la communauté, une lettre les incitant à «réagir» face au rapport du comité d'étude de l'organisation de l'enseignement et de la recherche.

Ces réactions pourraient se faire en deux temps: a) commentaires sur les grands princi-

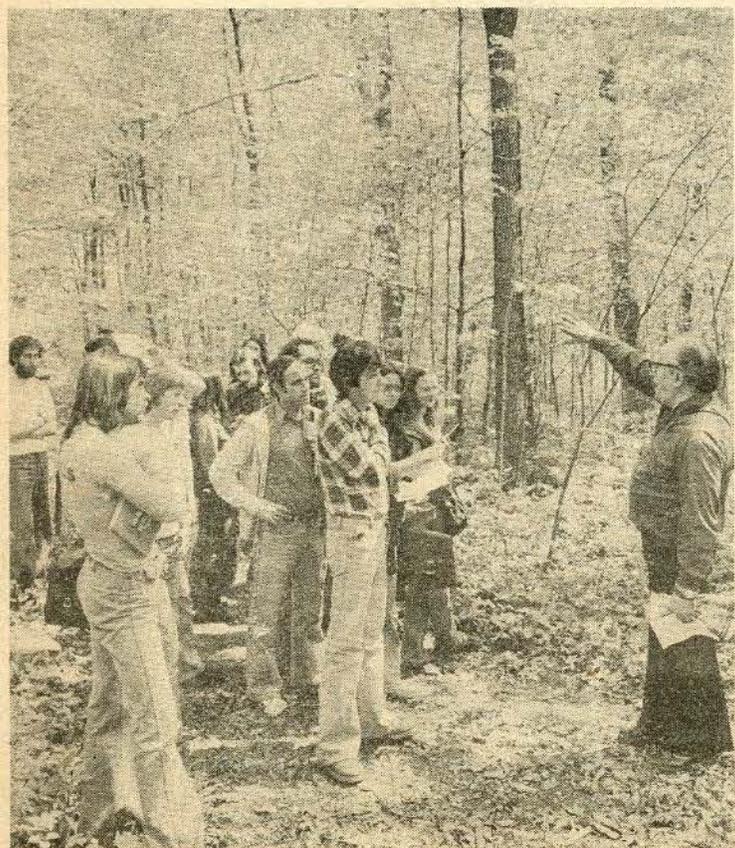
pes qui sous-tendent le rapport (avant le 15 septembre); b) réactions sur les recommandations plus spécifiques du document (avant la mi-octobre). Les documents écrits devront être acheminés au secrétariat général au nom de la commission des études, qui avisera à ce moment-là de la façon de poursuivre l'étude de ces travaux;

- de demander au Comité des Sages de prendre en charge un travail de clarification et de précision des différentes modalités de réorganisation du secteur enseignement et recherche. Et, pour ce faire, de mettre sur pied en collaboration avec le vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, cinq groupes de travail;
- de demander au vice-recteur à l'enseignement et à la recherche de créer deux groupes tech-

niques, composés de spécialistes, pour l'étude des coûts impliqués par la réforme et pour l'analyse du nouveau processus proposé d'allocation budgétaire par programme (RCB).

La commission des études prendra position sur l'ensemble du rapport au cours d'une réunion au mois de décembre prochain.

Bien qu'il n'y avait qu'un seul point à l'ordre du jour de l'assemblée, la commission des études a été saisie d'une question préalable touchant le mode d'élection des représentants-étudiants à la C.E. et au Conseil d'administration. Une résolution visant à freiner le processus d'élection actuellement en cours, a été officiellement déposée, mais pour discussion prioritaire à la prochaine assemblée régulière de la commission des études le 14 juillet.



L'université aux champs (voir en page 4)

## Les gens d'images en congrès

Le congrès franco-québécois des gens d'images, le premier du genre à se tenir au Québec, aura lieu à l'UQAM, au pavillon Lafontaine, du 10 au 15 octobre prochain.

Une brochette imposante de théoriciens et de praticiens sont attendus à cette rencontre visant à regrouper, dans un but de réflexion et de critique, tous ceux qui s'intéressent aux images comme moyen pédagogique.

Brigitte Sicard, professeur au département des sciences de l'éducation, initiatrice de cette semaine de l'image, explique qu'expériences et théories pluridisciplinaires alterneront. «Pas de discours sans l'apport de document», précise-t-elle.

Les communications seront tout de même nombreuses. S'ajouteront les table-rondes, ateliers de travail et même happening. Le tout sur «un fond d'images fixes et non fixes».

Les participants viennent de toutes les universités du Québec, des milieux d'art et des organismes de culture populaire. De France, Brigitte Sicard est assurée de la présence de M. Fulchignoni, théoricien du cinéma et professeur, qui doit amener avec lui plusieurs films de Méliès; Jean Gourevitch, professeur et spécialiste des théories sur l'audio-visuel; Mme Poinas, professeur spécialisé dans les pro-

blèmes de communication par satellite.

Si la liste des congressistes (communicateurs, animateurs) est arrêtée, et le programme fixé, la rencontre n'est pas pour autant fermée au public intéressé par «l'image».

Pour connaître le détail du programme et s'informer des particularités de l'inscription, on s'adresse à Brigitte Sicard, au département des sciences de l'éducation.

### L'UQ nomme ses représentants

On a commencé à constituer le comité de sélection pour la désignation du recteur de l'UQAM, comité que préside M. Robert Després, président de l'UQ. Deux des membres ont déjà été nommés par l'Assemblée des gouverneurs: M. Gilles Boulet, recteur de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), et M. Robert J. Gravel, professeur à l'École nationale d'administration publique (ENAP). Le Conseil d'administration de l'UQAM doit nommer deux membres à ce comité, lors de sa prochaine assemblée, le 14 juillet.

On lira en page 2 le calendrier des procédures pour la désignation du recteur de l'UQAM.

## Quel est l'avenir de la recherche à l'UQAM?

«Si l'Université est prête à augmenter son effort financier pour aider au développement de la recherche - et nous croyons qu'elle ne peut refuser de le faire, sans hypothéquer grandement l'avenir de l'UQAM - c'est en absorbant totalement les coûts de l'infrastructure des unités de recherche formelles qu'elle pourra le mieux concrétiser ses objectifs.» Cette recommandation, assortie d'une discrète mise en garde, est un élément important du Rapport annuel sur l'état de la recherche subventionnée ou commanditée à l'UQAM, pour l'année 1975-76.

Le doyen des études avancées et de la recherche, M. Jean Brunet, ne se fait pas d'illusions: dans un contexte de déficit budgétaire, cela ne pourra se faire que très graduellement. L'important, à son avis, est que l'institution soit saisie du problème, et tâche d'y remédier en temps opportun, avant que ne soit compromis le développement de ce secteur.

Certaines unités de recherche qui répondent en tout point aux exigences de la politique institutionnelle dans ce domaine, sont en fort mauvaise posture. C'est le cas du Centre de recherche en

sciences de l'environnement (CERSE). Les hausses salariales consenties au personnel impliquent une augmentation des coûts d'infrastructure de l'ordre de 30 pour cent, ce qui représente près de \$25 000. Où aller le chercher?

### Un brin d'histoire

C'est en 1973 que ce décanat a défini les objectifs du développement de la recherche à l'UQAM, qui ont guidé son action au cours des trois dernières années: promotion du développement de la recherche au sein des départe-

[suite à la page 2]



Les Sages: «Une université possible non pas idéale». De gauche à droite, MM Gilles Beausoleil, Normand Wener, François Carreau.

## Calendrier pour la nomination du recteur de l'UQAM, 1977

- 15 au 22 juin 1977**  
Formation d'une liste de consultation
- 22 juin 1977**  
Constitution d'un comité de sélection par l'Assemblée des gouverneurs
- 23 juin 1977**  
Expédition des bulletins d'appel de candidatures
- 14 juillet 1977**  
Convocation et consultation collective (ou individuelle) des membres des Conseil d'administration et Commission des études UQAM
- 14 juillet 1977**  
Nomination par le Conseil d'administration de l'UQAM de deux (2) membres au Comité de sélection
- 20 juillet 1977**  
Dernier jour de réception des bulletins d'appel de candidatures
- 21-22 juillet 1977**  
Dépouillement des propositions de candidatures
- 23 juillet 1977**  
Expédition de lettres par le président pour obtenir la confirmation des candidatures suggérées
- 12 août 1977**  
Date limite de réception des confirmations de mise en candidature
- 16 août 1977**  
Réunion du Comité de sélection pour analyser les candidatures et décider de celles qui seront retenues
- 19 août 1977**  
Expédition des bulletins de consultation sur les candidatures retenues par le Comité de sélection
- 10 septembre 1977**  
Date limite de réception des bulletins de consultation
- 12-14 septembre 1977**  
Dépouillement et compilation des résultats
- 14 au 16 septembre 1977**  
Convocation du Comité de sélection et rencontre des candidats
- 19 septembre 1977**  
Rencontre du Comité de sélection avec les membres du Conseil d'administration et de la Commission des études de l'UQAM
- 20 septembre 1977**  
Délibérations et rédaction du rapport final par le Comité de sélection
- 21 septembre 1977**  
Recommandation à l'Assemblée des gouverneurs
- 23 septembre 1977**  
Lettre au lieutenant-gouverneur en conseil pour nommer le candidat retenu
- vers le 5 octobre 1977**  
Nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil
- en octobre 1977 ou par la suite**  
Entrée en fonction du recteur

## Quel est l'avenir... [suite de la page 1]

ments, et consolidation des unités de recherche comme unités multidépartementales et multidisciplinaires. Il s'agissait, en d'autres termes, d'encourager les initiatives de regroupement en unités de recherche formelles (centres et laboratoires multidépartementaux) qui émanaient de la base départementale. Le professeur était de ce fait, reconnu comme principal intervenant dans le développement de la recherche à l'Université.

S'ensuit l'expérimentation de diverses formules d'aide au chercheur: fonds institutionnel de recherche (FIR), création de comités ad hoc et permanents sur de multiples questions, élaboration de nombreuses politiques incitatives, acceptation d'une politique triennale de la recherche, etc. Ces efforts ont abouti à la mise au point d'une «Politique institutionnelle de la recherche», adoptée l'automne dernier par la Commission des études et le Conseil d'administration.

### Etat du financement

Le tableau ci-contre trace à grands traits l'évolution du financement de la recherche à l'UQAM. On constate que les fonds externes reçus par les centres de recherche sont allés croissants; les auteurs du rapport en déduisent que la politique de stabilisation du financement interne à leur endroit a porté fruit, en les incitant à avoir recours davantage au financement externe.

Malgré tout, cette performance est inférieure à celle des départements, qui ont augmenté leurs ressources financières externes de 55 pour cent (24 pour cent dans le cas des centres). Tout s'explique si l'on tient compte de leur nombre restreint par rapport au nombre plus grand de départements.

L'évolution du financement interne de la recherche à l'UQAM est moins encourageante. Le montant attribué par le FIR aux centres de recherche a été relative-

ment stable. Or, dans les faits, cette somme a diminué, compte tenu de l'apparition de nouvelles unités de recherche qui y puisent également. Par contre, les fonds internes alloués à la recherche départementale ont augmenté substantiellement. En outre, l'institution a su répartir plus équitablement ses fonds de recherche entre unités de recherches et départements. Pour l'année 1975-76, toutefois, il y a eu stabilisation du FIR: après une hausse continue de l'ordre de 35 pour cent, elle n'était que de 3.6 pour cent l'an dernier.

On lit, en page 19 du rapport: «Il apparaît important que l'institution résorbe la contradiction flagrante qui existe entre, d'une part, sa politique de stabilisation du financement interne de la recherche, et d'autre part, la politique générale de développement de la recherche dont l'UQAM s'est dotée récemment.» Procédant à une série de comparaisons avec l'Université de Montréal et l'Université Laval, les auteurs du document concluent: sur le plan des subventions externes, l'UQAM est sans doute en bonne voie de développement, et ce, malgré l'écart qui la sépare d'autres institutions universitaires.

Il en va tout autrement pour le FIR, qui accuse un net recul par rapport aux grandes universités francophones québécoises. «Cet état de fait s'avère assez déplorable. Surtout si l'on se situe dans le contexte où l'UQAM est une jeune université en voie de développement... et où le 3e cycle demeure à toutes fins pratiques absent.»

### Des éléments de solution

A ces problèmes déjà identifiés, souligne le rapport, se greffe la difficulté de faire coïncider la nouvelle politique de recherche de l'Université et celle conçue pour l'UQAM par le Conseil des universités (Cahier IV, «Perspectives 1976 des orientations de l'enseignement supérieur»). Quoi

qu'il en soit, le décanat des études avancées et de la recherche rappelle que «le choix des priorités de développement de l'institution, ainsi que l'élaboration des stratégies pour atteindre ces objectifs, appartiennent en premier lieu à l'UQAM».

Il s'agit donc, pour l'Université, de poursuivre le type de développement qu'elle souhaite dans ce domaine, en mettant en oeuvre des stratégies d'implantation. Outre la bonne dose de concertation qui s'impose, lit-on dans le rapport, certaines actions peuvent être encouragées à court terme: politique d'études avancées qui met l'accent sur l'introduction de doctorats; développement de la recherche sur la base professorale, tant disciplinaire (départementale) que thématique (multidépartementale); attention spéciale aux centres de recherche et aux laboratoires qui jouent un rôle déterminant, eu égard aux axes de développement consentis par le Conseil des universités.

Pour articuler tout ça, un ensemble de sous-politiques complémentaires aux programmes déjà existants sont prévues. Certaines sont déjà en voie d'implantation: politiques d'assistants de recherche (support financier aux étudiants de 3e cycle), d'attachés de recherche (rémunération partielle par l'institution des étudiants post-doctoraux), politiques d'aide à la communication et aux colloques, se traduisant également par des contributions financières.

Bref, pour la mise en oeuvre de ces politiques, «l'attribution de nouveaux crédits s'avère nécessaire».

Et le déficit budgétaire?

«C'est un peu l'impasse, admet M. Brunet, mais elle n'est pas spécifique à l'UQAM. Toutes les institutions universitaires, à des degrés divers, sont aux prises avec le problème du financement de la recherche.»

C.G.

## Etudiants élus au C.A.

Deux étudiants en administration, Gilles Legault et Serge Fontaine, ont été élus membres du Conseil d'administration de l'UQAM. Leur mandat est d'un an, renouvelable.

Selon le secrétariat général, qui a organisé les élections, quelque 3,000 étudiants, à temps partiel et à temps complet, se sont prévalus de leur droit de vote. Chacun des candidats (3) auraient reçu environ 1/3 des voix et ce n'est que par une mince majorité - 13 votes - qu'un candidat l'aurait remporté sur un troisième.

Il est inutile ici de rappeler par le détail la procédure d'élection mise de l'avant par le secrétariat général, puisque chaque étudiant en a été informé personnellement par la poste, également par le biais du bulletin quotidien d'information et par les communiqués officiels sur les babillards.

Soulignons toutefois que si la loi de l'Université du Québec et les règlements généraux de l'UQAM prévoient une représentation étudiante à la Commission des études et au Conseil d'administration; le calendrier et les procédures de consultation et d'élection sont entièrement laissés à la responsabilité de la direction de l'UQAM.

L'AGEUQAM conteste le «processus d'élection décrété par l'administration». Si, depuis l'année dernière, l'AGEUQAM s'est penché sur la participation étudiante à la commission des études et au Conseil d'administration, elle a décidé le 6 avril dernier, lors d'une assemblée générale, «de reporter cette question au congrès d'orientation en octobre 77».

Le 8 juin, un communiqué

«information AGEUQAM» rappelait une proposition de la plénière inter-modulaire du 11 mai qui recommandait «de boycotter systématiquement le processus d'élection à la commission des études et au Conseil d'administration».

La PIM, d'autre part, a rencontré les trois candidats à la représentation au Conseil d'administration. D'après l'un d'eux, on leur a demandé de retirer leur candidature et d'attendre pour se présenter que le congrès de l'AGEUQAM, en octobre, statue sur la question. Les trois candidats ont maintenu leur candidature.

Le jour du dépouillement des votes, le 28 juin, les délégués de la PIM, accompagnés d'autres étudiants (75 dit un communiqué) ont manifesté «contre les élections de l'administration» devant le pavillon Louis-Jolliet.

## Les Chiliens portent plainte

«Si le ministère de l'Éducation a instauré des programmes spéciaux pour les vietnamiens et les Libanais, ne devrait-il pas accorder les mêmes faveurs à tout autre groupe de «réfugiés» qui serait dans la même situation, indépendamment de leur origine ethnique ou nationale? La Charte des droits et libertés de la personne qui lie la Couronne (article 34), interdit d'exercer de la discrimination fondée sur l'origine ethnique ou nationale.»

Dans une lettre adressée au Service de consultation juridique de l'UQAM, Mme Madeleine Caron, de la Commission des droits de la personne, résume les motifs

qui justifient une enquête de la part de la Commission sur le sort réservé aux étudiants chiliens du Québec. Réfugiés politiques pour la plupart, les 15 étudiants chiliens inscrits à l'UQAM se sont vu refuser l'accès du régime des prêts et bourses du gouvernement québécois depuis leur arrivée.

Pourtant, les étudiants vietnamiens et libanais, entrés au pays dans des conditions analogues, ont pu bénéficier d'un régime spécial d'aide financière, suite à une entente intervenue entre le ministère fédéral de l'immigration et le MEQ. Le projet 97, intitulé «Opération mon pays», prévoit en

effet pour ses bénéficiaires les mêmes normes d'éligibilité au régime des prêts et bourses que pour tout citoyen canadien.

Le service de consultation juridique, par l'intermédiaire de son coordonnateur, M. Denis Rousseau, vient de porter plainte officiellement auprès de la Commission des droits de la personne, contre la discrimination exercée à l'endroit des Chiliens. Si l'enquête devait leur donner gain de cause, une aide financière leur sera accordée, rétroactivement à la date de leur inscription à l'Université.

C.G.

Année	Sources internes (FIR, SG FCAC, SG CDA)			Sources externes (CDA, CNRC, FCAC, Ministères provinciaux, Ministères fédéraux, autres)			Total
	Centres	Départements	Total	Centres	Départements	Total	
1971-72	70,000	48,114	118,114**	211,000	390,773	601,773	719,887
1972-73	224,653	56,656	281,309**	311,099	345,363	656,462 (9.1%)*	937,771 (30%)*
1973-74	134,162	133,607	267,769	326,250	589,042	915,292 (39%)*	1,268,061 (35%)*
1974-75	177,881	188,429	366,310	495,910	767,283	1,263,193 (38%)*	1,704,272 (34%)*
1975-76	138,483	240,985	379,468	567,187	1,303,249	1,870,436 (48%)*	2,340,282 (37%)*

\* Pourcentage d'augmentation.

\*\* Incluant des salaires affectés aux centres.

L'équipe de rédaction a l'entière responsabilité du contenu du journal, qui n'engage en rien la direction de l'Université du Québec à Montréal.

### l'Uqam

Volume III, numéro 17  
le 11 juillet 1977  
Université du Québec à Montréal

publié par:  
section information  
Université du Québec à Montréal  
1199 rue de Bleury, Montréal  
téléphone: 282-7040

rédaction: Claude Asselin, Claire Gauthier, Denise Neveu, Hélène Sabourin  
maquette: section graphisme  
photos: service de l'audiovisuel  
Dépôt légal: premier semestre 1977  
Bibliothèque nationale du Québec

## Le CRESALA

aura un budget de \$320 000.

Le Centre de recherche en sciences appliquées à l'alimentation (CRESALA) commencera l'année avec un budget de près de \$320 000 auquel s'ajoutera, en cours de route, d'additionnels subsides. Ce montant comporte d'importants renouvellements de subventions:

- M. Raymond Charbonneau, chercheur et adjoint au directeur à CRESALA, reçoit \$37 000 du ministère fédéral de l'Agriculture, pour étudier «l'inoculation de la viande par des microorganismes non-pathogènes, dans le but d'inhiber les développements de bactéries indésirables;

- Une subvention de \$18 000 du gouvernement québécois lui permettra en outre de poursuivre «l'identification et le dénombrement des staphylocoques dans les produits alimentaires à l'aide de la recherche de la catalase»;

- le responsable du secteur fromage à CRESALA, M. Georges Bélanger, a reçu \$15 000 du ministère de l'Agriculture, pour développer au Québec un fromage à la crème typiquement autochtone, le Saint-Basile. Autrefois appelé «fromage des patriotes» ou «fromage Viger», son nom dévoile ses origines qui remontent à l'insurrection de 1837. Le

travail se fait en collaboration avec une fromagerie de St-Hyacinthe;

- M. Bélanger dispose également de \$11 000 pour mettre au point un fromage fait de lait écrémé et de gras végétal. A conseiller pour les régimes;

- le projet d'application de la catalase dans le dépistage des urines anormales se poursuit. La recherche a été effectuée auprès de 500 patients, et Mme Lise Dubé, qui en est responsable, procède présentement à l'analyse des données recueillies. Travail qui se fait en collaboration avec le Dr Lemieux, néphrologue de l'Institut de recherche clinique de Montréal.

Enfin, une étroite collaboration s'est établie entre le CRESALA et le Dr Fitz-Patrick, du «Rosewell Park Memorial Institute» de Buffalo, permettant ainsi la poursuite du projet sur le dépistage du cancer, par l'utilisation du catalasimètre.

Rappelons que M. Claude Hilaire Marcel a reçu \$20 000 du gouvernement québécois, pour permettre la «caractérisation isotopique des huiles et des matières grasses d'origine végétale et animale».

## La sexualité masculine

«Nous recherchons des hommes intéressés à un projet de recherche sur la sexualité masculine. Critères d'admission: être âgé de 20 à 45 ans, compter un (1) an de cohabitation avec une partenaire. Contacter: 282-4606.»

Inutile de fouiller les petites annonces. Ça n'y est pas. Car ce projet on ne peut plus sérieux émane du département de sexologie de l'UQAM et ce texte même sera bientôt affiché partout sur le campus, s'il ne l'est déjà. Selon M. Marcel Couture qui, avec son collègue, M. Claude Crépault, met en marche cette étude, il est question d'une recherche sur l'imaginaire fantasmatique masculin, tout ce qui se passe au niveau de ce qu'on appelait autrefois les mauvaises pensées. «Il s'agit surtout d'approfondir l'imaginaire de l'individu en couple» précise M. Couture.

**Question** - Pourquoi l'âge minimal à 20 ans?

**M. Couture** - On suppose que quelqu'un de cet âge a un minimum d'expérience sexuelle.

**Q.** - L'âge maximal à 45 ans?

**M. Couture** - C'est arbitraire.

**Q.** - Comment se déroule la recherche?

**M. Couture** - Elle s'étale sur six ou sept mois. Nous compilerons une centaine de cas à raison d'une entrevue par personne. On remet au sujet un questionnaire à remplir, qu'il renverra au bout d'un certain temps.

**Q.** - Le but de votre recherche?

**M. Couture** - C'est une étude comparative de l'imaginaire féminin et masculin. Est-ce pareil? Pas pareil? Montrer les différences en vue d'élaborer de nouveaux concepts thérapeutiques des dysfonctions sexuelles, susceptibles de trouver des applications à la clinique de sexologie de l'UQAM, par exemple.

Claude Asselin

## Des étudiants chez les sérigraphes français

Pendant un mois, dix-sept étudiants québécois en arts plastiques - dont neuf de l'UQAM - ont fait la tournée des principaux ateliers de sérigraphie de France. L'itinéraire, du 2 au 26 mai: Paris, Lyon, Grenoble et leurs banlieues. A l'issue de ce voyage, M. Pierre Labelle, directeur délégué du module d'arts plastiques et responsable du groupe, constate: «Les sérigraphes français utilisent des techniques qui sont nettement supérieures aux nôtres dans ce domaine.»

Il se dit extrêmement satisfait - et fort surpris - de la qualité de l'accueil et des échanges qui se sont établis lors de cette visite, organisée par l'Office franco-québécois pour la jeunesse. Un rapport audio-visuel est en voie de préparation. Il sera présenté à l'Office, aux universités participantes (Laval, UQAC, UQAR), ainsi qu'aux professeurs de

l'UQAM lors de séances d'information.

M. Labelle souhaite fort que cette démarche éveille chez ces derniers un besoin de renouveau.

Comment expliquer l'avance qu'on pris les sérigraphes de France dans ce domaine? «Ici, la sérigraphie est encore considérée comme un moyen d'expression. Dans ce pays, c'est devenu un moyen de reproduction: d'où une dévalorisation de la profession.» Pour compenser cet état de fait, les artisans ont dû raffiner leurs méthodes à un point tel, que leurs produits sont d'égaux qualité à ceux de la lithographie.

Autre avantage: ces techniques nouvelles accordent aux étudiants plus de liberté et de complexité sur le plan de la fabrication des images.

C.G.

# La condition féminine: projet et contre-projet

Le groupe de six femmes professeurs qui avaient signé dans le journal «l'Uqam» du 2 mai une lettre critiquant le projet de certificat d'études sur la condition féminine, élaboré par la famille des sciences humaines, a invité dernièrement tous les professeurs féminins de l'UQAM à se rencontrer pour débattre de la question de l'enseignement et de la recherche sur la condition des femmes et sur la division sexuelle des rôles.

Vingt-six professeurs ont répondu à l'appel. Discussion il y a eu. Et consensus, semble-t-il, autour d'une formule à trois volets proposée par le comité de coordination des «six».

Un premier volet: création d'un répertoire de cours par un ajout systématique d'un cours, au moins, aux programmes des modules des diverses familles et portant sur «la condition des femmes et la division sexuelle des rôles dans la société». Ces cours, ainsi que le précisent Nadia S. Eid et Nicole Laurin-Frenette, seraient ouverts à la plus large clientèle possible.

Le projet, dans un deuxième temps, propose la mise sur pied d'un Centre de recherche multidisciplinaire et, dans un troisième temps, l'organisation d'un certain nombre d'activités par le service d'éducation permanente.

Le comité, loin de croire que son projet est utopique ou trop ambitieux, est convaincu de pouvoir le mettre en marche, du moins en partie, dès septembre. Lors de la rencontre-débat du 16 juin, une douzaine de professeurs, représentant les six familles, ont accepté de participer aux travaux du comité. On a distribué des tâches. Il s'agit entre autre de répertorier les cours axés directement ou indirectement sur la condition des femmes et la division sexuelle des rôles (il y en aurait au moins 8 actuellement à l'UQAM). Il s'agit aussi de se faire reconnaître comme groupe dûment constitué pour être en mesure de faire valoir ses vues



Quelques membres du Comité de coordination d'un projet d'études sur la condition des femmes.

auprès des instances supérieures. Et pour décrocher l'aide nécessaire à la création d'un Centre de recherche et au financement de certaines activités.

La mise en marche de ce projet sonnerait pour ainsi dire le glas du projet de certificat élaboré à la famille des sciences humaines. Pourtant, à la Famille, si on a mis le projet en veilleuse, on ne l'a pas enterré. Ce n'est qu'en août, après avoir étudié l'ensemble de la politique des certificats qu'on prendra une décision à ce sujet.

A la famille des sciences humaines, d'autre part, plusieurs personnes n'ont pas pris le ton et certains arguments contenus dans la lettre des six professeurs. Ne voulant pas engager de polémique, Claire McNicoll-Robert, vice-doyen, s'est abstenue de répondre aux signataires. Elle a tout de même confié à «l'Uqam» que sans défendre à tout prix le projet de certificat de la Famille sur la condition féminine, elle le considérait vraiment dans la ligne politique des certificats de la famille des sciences humaines.

Par exemple, si ce projet s'adresse à des intervenants so-

ciaux et non à une clientèle interne, c'est qu'à la Famille, les certificats «doivent s'adresser prioritairement aux groupes habituellement négligés dans le système socio-politique, et tenus à l'écart du savoir...» Ainsi «les groupes populaires, les comités de citoyens, le mouvement coopératif, syndical, etc. sont des clientèles que l'on cherchera naturellement à satisfaire par des certificats bâtis avec elles et pour elles et à l'aide d'un contenu scientifiquement multidisciplinaire».

Le projet de certificat, fait aussi remarquer Claire Robert, avait d'autres buts que celui de la rentabilité. Il répondait à des objectifs plus généreux d'ouverture au milieu, de participation, de promotion collective (plutôt qu'individuelle).

«De toute manière, le projet n'était qu'à l'étude, au stade de la consultation. On pouvait l'amender.»

Mais il reste peu de temps d'ici septembre. Qu'offrira l'UQAM à la rentrée?

Hélène Sabourin

## Entrer dans le jeu

Une vingtaine de participants, psychologues cliniciens pour la plupart, faisaient cercle autour du Dr Bour, psychiatre de Dijon, de passage à l'UQAM le mois dernier. Venus en chercheurs, en praticiens ou en simples curieux, ils n'avaient, au départ, qu'un dénominateur commun: voir de plus près les particularités de fonctionnement d'un psychodrame mené par le Dr Bour.

Certaines questions préalables importent au Dr Bour: chacun des individus a-t-il le goût de participer? Certains veulent-ils demeurer observateurs? Si oui, le groupe accepte-t-il cet état de faits? De combien de temps dispose-t-on? et de quel espace physique?

Après quoi, le groupe peut fonctionner, moyennant deux règles de jeu: liberté de participation et sécurité. La libre participation est une des caractéristiques du fonctionnement du psychodrame: à tout moment de la séance, on peut arrêter une séquence, refuser de jouer tel rôle, intervenir pour changer le

cours des événements. Les contraintes sont pratiquement inexistantes, l'ouverture, quasi-totale. Faire en sorte que tous se sentent en sécurité également: boucler la boucle, ne rien laisser en suspens, ne rien soulever également qui ne puisse être assumé par un individu ou par le groupe.

Le psychodrame comporte trois étapes: choix d'un thème, jeu proprement dit, synthèse. Le thème retenu par un vote majoritaire ce jour-là: «Peut-être!» Par quel tour de force ce thème aussi vaste qu'abstrait a-t-il donné lieu à un jeu aussi concret, à des situations de vie aussi précises?

## Bref

Le service des bibliothèques de l'UQAM a reçu environ 1000 volumes en don du consulat américain. Il s'agit d'ouvrages récents, la plupart en langue française et de bonne qualité, estiment les responsables de ce service. Une partie de ces ouvra-

Tout le monde est entré dans le jeu, même quelques participants qui s'étaient, au début de l'avant-midi, identifiés comme observateurs.

Au moment de la synthèse, tout le monde est appelé à exprimer ses observations sur le jeu; qui en jouant à nouveau, qui en changeant de rôle, qui en se situant par rapport à une scène vécue par d'autres.

Bon nombre de participants sont restés sur leur faim si on juge par leur dernier geste: prendre note des publications du Dr Bour. «Le psychodrame, c'est la vie» et «Les racines de l'homme» dans lequel il livre les fondements de sa pratique psychiatrique depuis plus de 20 ans.

D.N.

ges traitant de littérature, d'art, de sciences administratives ou économiques, a été offerte gratuitement aux étudiants qui se sont présentés aux bibliothèques, lorsqu'ils étaient disponibles en plusieurs exemplaires.



## L'université aux champs

Profitant de ce que la session d'hiver se prolonge jusqu'au milieu de l'été, les étudiants et les professeurs de géographie ont pris la clé des champs. Les stages sur le terrain, de durée variable, se sont multipliés.

Un groupe d'une quarantaine d'étudiants revient d'un séjour d'une semaine au lac Simon où l'on a voulu recréer l'Université à l'extérieur. Des cours aussi différents que biogéographie, géomorphologie régionale, photo-interprétation, géomorphologie glaciaire et péri-glaciaire, se sont donnés sur le terrain. Quatre professeurs et un animateur ont participé à ce stage non prévu au calendrier mais si satisfaisant qu'on songe à le répéter.

Un des professeurs du stage, Aubert Hamel, ayant vu dans le chambardement des activités universitaires une occasion rêvée

pour donner ses cours de biogéographie sur le terrain, amenait déjà au mois de mai, ses groupes-cours «dans la nature».

Si les espaces verts et vierges sont rarissimes à proximité de Montréal, il reste des coins «à demi protégés» qu'Aubert Hamel connaît comme le fond de sa poche. Le petit bois de la Chapelle de la Réparation, à Pointe-aux-Trembles, est un de ceux qu'il nous a fait découvrir.

Partir sur le terrain, c'est simple et compliqué à la fois. Il faut savoir s'organiser. On commence par entasser le plus de monde possible dans quelques autos; les autres partent en moto, en métro ou sur le pouce. Par chance ou par miracle, tout le monde se retrouve à l'heure convenue.

Inutile d'insister sur une réalité: les étudiants entrent plus vite

dans le bois que dans une salle de cours. Et, ils y sont sérieux comme des papas. Attentifs au moindre bruit, à la plus petite fleur, au vent, aux odeurs, à la douceur du sous-bois.

Le relevé botanique (obligatoire ce jour-là) intéresse visiblement tout le monde. On cueille, on décrit, on compare, on commente. Et surtout on pose un tas de questions à Aubert Hamel qui, de toute évidence, se sent chez lui dans le bois.

Un cours de bio. de trois heures, en pleine nature, est trop vite passé. Personne, vraiment, n'est pressé de sortir du bois. De se réentasser dans les voitures ou de reprendre le métro.

On se laisse en pestant contre la civilisation, le béton et la pollution retrouvés.

H.S.

## Remue-ménage et ré-aménagement

En attendant le grand branle-bas, soit le passage avec armes et bagages de l'ancien au nouveau campus (qui et quand? c'est une autre question), la maison améliore son patrimoine.

C'est ainsi que le service des immeubles et équipement a procédé, au pavillon Reid, au réaménagement complet de l'animalerie pour recevoir les singes servant aux recherches du professeur Floyd Strayer, en psychologie. Toujours au même pavillon, les sciences religieuses enlées du Riverin I ont fait leur nid au 8e étage, où également le centre de recherche LOGO, rattaché au département de communications, est installé dans les locaux de l'ancien casse-croûte.

En suivant le guide, on entre dans le hall bientôt terminé et fini en marbre du pavillon Philippe. D'ici un mois, la polycopie aménagera au rez-de-chaussée. Le département de mathématiques occupe le 7e au complet, alors qu'au 9e c'est le module de maths qui prend 30% des espaces. Le 8e se partage fraternellement entre le service de santé, le Centre international d'études européennes et des salles de cours.

Au Louis-Jolliet, le réaménagement entraîne des mouvements de localisation pour les services du personnel, de l'informatique ainsi que des relations publiques. Le personnel prend l'espace actuel des archives et des relations publiques. L'informatique s'étend dans les locaux libérés par le personnel. Les relations publiques descendent au 4e.

Au Riverin I, la bibliothèque (publications gouvernementales) s'agrandit là où se trouvaient le service de santé et le Centre international, au 6e étage. Les sciences juridiques pour leur part

ont pris possession des anciens quartiers des sciences religieuses. Au 14e, implantation de l'unité de formation et d'analyse, un nouveau centre relevant de la psychologie.

Aux Sciences, un contrat de travaux pour \$242 000, dont l'installation d'un crématoire à animaux ou incinérateur pathologique pour disposer des cadavres de bêtes soumises aux expériences. Pour offrir un meilleur accueil, la famille des sciences choisit le rez-de-chaussée, tout comme la maîtrise en écologie. CRESALA monte du 4e au 5e, la biologie prend sa place. A l'ancienne réception des Marchandises, de nouveaux labos de biologie. L'aire départementale des sciences de la Terre est réaménagée. On fait des travaux de réparations dans différents laboratoires, tandis que dans l'an-

cienne section du pavillon des sciences, on revoit entièrement le système de chauffage et de climatisation.

Au pavillon Saint-Jacques, on a fermé la salle de récréation pour la transformer en local destiné au théâtre (répétitions, représentations, etc.).

Au Lafontaine, déménagement des bureaux administratifs de l'audio-visuel. Aux Arts 4, des aménagements de 33 000 pi. c. nets pour le design., reconstruction du mur démolé de la partie incendiée et jonction des stationnements Saint-Urbain et Jeanne-Mance, avec gazonnement. On prépare des plans pour loger le plus grand nombre de professeurs possible dans des bureaux individuels.

C.A.

## Boursiers aux Arts

Deux finissants en Arts plastiques se partagent la bourse Greenshields cette année, à la suite de la décision du jury rendue publique le 6 juillet dernier. Il s'agit de Christiane Sylvestre et de Bruno Santerre, qui

ont reçu chacun \$2 000.

D'autre part, Manon Thibault a reçu le prix de \$300 offert par la Fondation des Amis de l'Art, et Hélène Gagnon a reçu le prix de \$100 de la Beth Sion Sisterhood.

### Bref

Le prochain rendez-vous de l'AUPELF (Association des universités partiellement ou entièrement de langue française) aura lieu cet été à Strasbourg.

Thème de la rencontre où sont

particulièrement conviés les départements d'études françaises de tous les établissements d'enseignement supérieur du monde: le renouveau des études françaises à l'université; fonctions, contenus et méthodes.

## Jean-Yves Desjardins complète son diaporama

M. Jean-Yves Desjardins, professeur au département de sexologie, fera produire par le service de l'audio-visuel de l'UQAM, l'automne prochain, six documents audio-visuels. Il complétera ainsi une série de documents qui sont le prolongement du livre qu'il a publié récemment avec son collègue Claude Crépault, «La complémentarité érotique».

Il s'agit, au total, d'un groupe de dix productions composées de diapositives synchronisées à une bande sonore, ou cassette, accompagnées d'un guide d'utilisation et du texte de l'audio-vision, portant sur le thème général du comportement sexuel à divers âges, et mises à la disposition des institutions ou groupes intéressés.

Ce projet constitue une sorte de première pour l'UQAM, en ceci que M. Desjardins a signé un contrat en bonne et due forme avec l'UQAM pour la production

de ces documents, et avec les sociétés ADIMEC-SECCAS pour la promotion et la distribution. C'est dire que l'oeuvre pourra avoir une large distribution commerciale, ce qui serait intéressant à la fois pour l'auteur et pour l'Université.

M. Desjardins avait déjà fait produire lui-même par ADIMEC, à ses frais, les quatre premiers documents de la série. Il les a présentés au Congrès international de sexologie qui s'est tenu à Montréal l'automne dernier, où ils ont créé une forte impression. On a noté que le traitement apporté à son sujet par M. Desjardins laissait une large place à la dimension humaine, alors que la plupart des spécialistes américains, en particulier, mettaient l'accent sur les données statistiques. Plusieurs participants étrangers avaient alors exprimé le désir d'utiliser les documents audio-visuels de M. Desjardins dans leur pays.

## Au module du soir qui penche

Le dépliant publicitaire offre sur la page couverture le dessin d'une chouette, les yeux fixés entre les pattes d'un M majuscule, le bec dans un C, avec le titre «Au module du soir qui penche...»

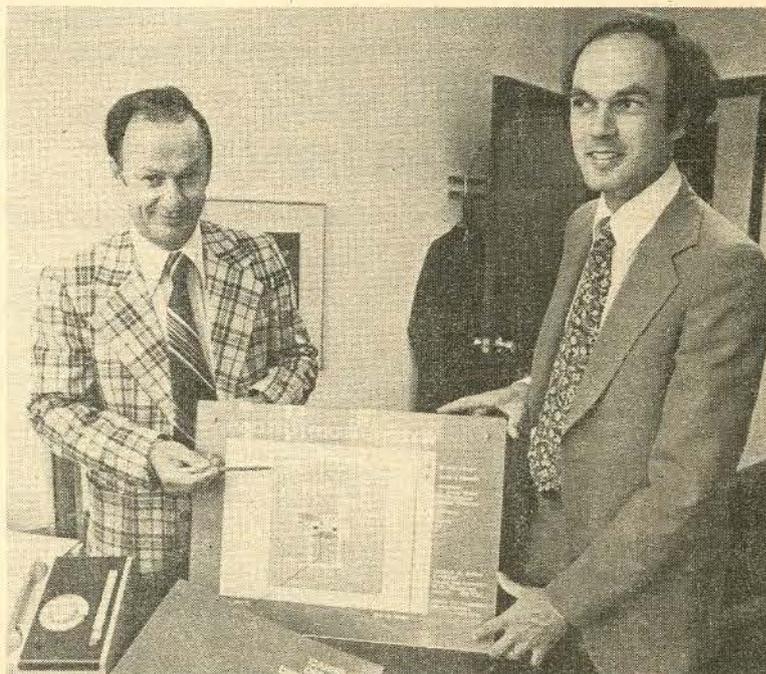
Comme ça, on passe du cabaret des ondes au module sur le chantier, qu'une terminologie officielle rebaptise module d'enseignement au préscolaire et à l'élémentaire hors campus. Les étudiants sont des oiseaux de nuit.

Hors campus en vérité, car le champ d'action du directeur, M. Bernard Lefebvre, de ses collègues et des étudiants-enseignants, principaux intéressés, c'est le milieu scolaire sur place, là où il est, à Chomedey, à Lachute, à Joliette, aux Mille-Isles, à Terrebonne. «C'est plus que l'université dans le milieu. C'est le milieu qui devient l'université», commente M. Lefebvre.

Un à un, le module réalise ses objectifs, les canalise en un faisceau d'expériences et d'initiatives sans dévier d'un principe: la formation des maîtres en exercice doit se faire dans le milieu même de travail.

Ainsi, pour répondre à des besoins spécifiques des enfants, le module met en marche des programmes de perfectionnement adaptés aux enseignants de l'élémentaire, de concert avec des commissions scolaires. Des exemples: en mathématiques, à Duvernay et Deux-Montagnes; en approche coopérative des relations maîtres-élèves à Saint-Bruno; en didactique des sciences de la nature à Saint-Antoine-des-Laurentides, en orthophonie à Saint-Jérôme; en enseignement de la lecture à Terrebonne, sans oublier des stages en pédagogie et en enseignement du français au Maroc et en France.

Claude Asselin



M. André Boulet, directeur du service des immeubles et équipement, et M. Jacques Charbonneau, architecte, présentent un des panneaux indicateurs des sorties de secours qui seront installés dans les pavillons, première étape d'un programme de sécurité à l'UQAM.